

Evocha

Il a été décidé par  
les préfets de KIRARISO  
et KIRIATAO d'évacuer  
rapidement une re-  
union avec tous les  
services concernés, afin  
de mieux encadrer et  
servir la population  
de la "Zone-tampon"  
Cette réunion a lieu

en lieu.

Il lui me donner les  
résultats.  
Si non - le provoquer -  
Le gouvernement doit  
avantage se préoccuper  
de cette population  
(soins de santé - assai-  
juement - Apicetun...)

L 18/6.

ENOCH

- Le gouvernement va discuter les organigrammes des départements.
- J'ai déjà rédigé par l'organigramme de la Présidence est "madafé". Un seul conseiller, seul dans un domaine aussi vaste que la planification, l'économie et le finances --- ne peut servir de guide dans la prise de décisions importantes.
- C'est soit un "pool de conseillers" par département, soit le retour aux "sectors" et

"non-secteur" d'autres peut faudrait organiser.

Le conseiller doit disposer d'un personnel qui cherche la documentation, qui descend sur le terrain, qui fouille dans les études réalisées --- pour pouvoir proposer convenablement une stratégie à suivre, et préparer les décisions à prendre.

- Y pense-t-on à la Présidence ?

\_\_\_\_\_ 4

Annexe 1.15: Visite du Président à l'ONU en octobre 1993 préoccupé par l'application de l'Accord de paix.

## Ewok

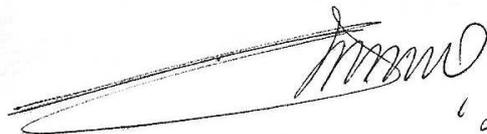
1. Régocier le passage à Bruxelles avant l'ONU - ( $\pm 3$  jours) - Ceci me permettrait de reciter à KIGALI le 12 octobre pour un programme convenu avec le Président KOBUTU le 13 octobre - (GOMA - GISENYI) -
2. Râter les dossiers à défendre :
  - a). Accord de Arusha - Reconstruction - Relance économique :  
En préparation au tri-  
partite - A râter -
  - b). Coopération militaire :  
France : Après le départ du détachement NOROSY la France doit rester présente militairement par un programme de coopération à redéfinir et doit à tout prix préserver les objectifs -  
Le Muafu doit définir les points clés de cette coopération -

Belgique : La Belgique veut (re)venir  
en force (Coopération : 40  
instructeurs en vue ; Fin ;  
un Bataillon en préparation)  
Le Rwanda doit profiter de  
cette volonté de retour pour  
améliorer sa Coopération militaire  
avec la Belgique.

Le Rwanda doit préparer un  
dossier pour mes directeurs à  
Bruxelles.

ONU :

J'espère que les services ont déjà  
commencé à préparer votre  
intervention à l'Assemblée gé-  
nérale de l'ONU - Qui s'en occupe ?  
Le discours à l'ONU ne doit pas  
être un discours passe-partout  
et sa première mouture devait  
déjà être en ma possession.



'21-9-

Annexe 1.16: Instruction du Président d'associer à la cérémonie de la signature de l'Accord de Paix tous les acteurs dans les négociations de paix et la CDR dans l'esprit de la réconciliation nationale

Enoch.

1/ La série 1.1 avait été désignée pour la finalisation des documents. Mais ce serait avec une réelle peine morale que ces agents qui ont participé longuement aux négociations, puissent assister à la signature -

2/ Le Premier ministre pour adapter la liste des agents repris au 1.2 -

3/ Partis politiques :  
Faire des contacts avec le parti CDR pour essayer

de les convaincre d'envoyer un délégué à AAU & A.

4/ Ajouter à la liste des délégués :

Sylvestre Nsumuana :  
Ancien PM.

D. D. Nsumu : Ancien PM.

D. D. Nsumu Casur.

N. N. Nsumu Boniface -

10 26-7-

ENOCH 24

1. Je veux de tenir une réunion avec les responsables de la sécurité

a. Ils déplorent l'inefficacité des parquets dans le maintien de la sécurité et de la tranquillité publiques.

Recommandent le renforcement, par des recrutements nouveaux, du personnel du Parquet de la République et du Parquet Central, surtout à KIGALI.

b. Le Commandant de la Direction des Opérations Militaires aura

troublé certains esprits -

J'y ferai aller demain pour une note au point.

a. Je fournirai <sup>la liste</sup> les aides (alimentaires et autres) et le tableau de leur distribution aux victimes de la guerre (déplacés - veufs et veuves - orphelins - ) -

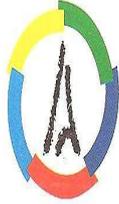
Les Bagofwe font-ils partie de cette distribution ?

Le souligner dans les tableaux.

Comprendre <sup>pour</sup> de la note - 3/12.

Annexe 1.18 : Le Président se plaint que le Minaffet et la MINUAR offrent de déloger la gendarmerie ou la garde présidentielle en faveur du FPR.

QUATRIEME CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DES PAYS AYANT EN COMMUN L'USAGE DU FRANÇAIS. 19 - 21 NOVEMBRE 1991

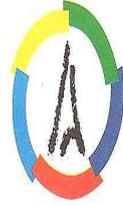


SOMMET DE CHAILLOT

8/20/12  
ENOCH

Voix M. Boob-Boob tout  
de suite :

- Lors dernière entrevue  
Jéi Dallaire avait re-  
tenue le camp KATI.  
Pour plus de changement  
briquer pour Camps KA-  
OYIRU ou KIRITURERA ?
- Le FPR (?) a offert  
au FPR d'amener son  
bataillon à KIGALI, mais  
le reçoit une (seconde)  
trahison par de lui



SOMMET DE CHAILLOT

offrir le contrôle de la  
ville de KIGALI.

- Dans toutes ces "jam-  
berges" et tractations  
qui cherche-t-on à la-  
miliar ?  
le Président ?  
ou le Pays ?

- Si KATI a été refusé  
par le FPR. retenu  
une solution de cam-  
pement sous teutes.

6/16/12 -

QUATRIEME CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DES PAYS AYANT EN COMMUN L'USAGE DU FRANÇAIS. 19 - 21 NOVEMBRE 1991

Financement:

ENOCH

Le Président du CND me rappelle les missions de perceptions parlementaires à l'étranger pour contacts avec leurs collègues et expliquer la situation de Rwanda.

Ces missions devraient se faire dans certains pays où soit la révolution a été menée récemment au Botswana (après si JORINGUE et LUXEMBOURG.)

10 3/5.

**1. Annexes relatives aux notes internes des partis politiques**

Annexe 2.1 : Le rapport Mugenzi sur de la rencontre de Bruxelles en 1992 entre le FPR et certains partis politiques de l'intérieur.



HOTEL DELTA

Bruxelles, le 31.05.92.

Chers amis,

Je vous donne ci-dessous un petit résumé du travail que nous avons effectué depuis notre arrivée. Nos rencontres ont commencé le Vendredi 29.05.92 à 15h au Palais de Justice. Participants aux débats Côté FPR :

- Alexis KANYARENGWE      Chairman du FPR
- Patrice HAZIMPAKA      Chargé des relations internat.
- Tito RUTAZEMARA      Coordonnateur général des services du FPR
- Pasteur BIZIMUNGU      Chargé de l'information et de la Doc.
- Jacques POHOROZAKA    Chargé de Diplomatie en Europe

Vendredi:

Ouverture par un discours de A. Kanyarengwe qui souligne l'importance attachée à ces rencontres. Il y voit une possibilité de rapprocher les uns et les autres pour s'expliquer avant d'entrer dans les négociations pour la paix. Il souligne ce que le FPR attend des interlocuteurs RDR, PSD et PL : c'est la compréhension mutuelle pour résoudre les problèmes entre Rwandais. Faustin a répondu dans le même

2



### HOTEL DELTA

La séance du Vendredi a permis d'identifier le FPR qui s'est présentée avec explications détaillées de ses origines et son programme qui se resume en 8 points

1. Unité nationale
2. bâtir une véritable démocratie du peuple
3. Economie : mis à profit des ressources naturelles existantes dans le pays - Valorisation du potentiel humain.
4. La Corruption : lutter contre ce fléau par des voies démocratiques.
5. Défense du pays : les forces de sécurité au service général de la nation au lieu d'une garde présidentielle ou de groupes...
6. Services sociaux au service du peuple.
7. Le problème des rwandais vivant hors du pays sans exclusion.
8. Relations extérieures : diplomatie du Rwanda avec des voisins spécialement.

Ils ajoutent si Habyarimana accepte franchement la démocratie et qu'il laisse le peuple prendre en main le pouvoir toujours continuer nous la guerre !

Ils nous expliquent ensuite les différents points de vue de la recherche de la paix depuis Octobre 1990. Force est de constater que le Président Habyarimana n'a jamais cherché à mettre fin à la guerre. Il a toujours cherché à continuer avec les Concorde. Il a toujours cherché

5)



### HOTEL DELTA

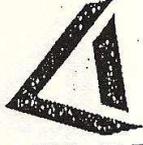
pas résoudre le problème à la base. Habyarimana a tout de suite compris qu'il constituait avec son régime les véritables causes de la guerre. Sa dictature et les conséquences qui en découlent constituent en fait la véritable motivation de la guerre. Tant que cette dictature et son appareil subsistent la guerre durera.

Si nous voulons la faire, il faut mettre en place les stratégies qui assurent au peuple rwandais que la dictature est démantelée et ne pourra pas reprendre force.

Les différentes étapes des négociations menées par Habyarimana sont caractérisées par l'exclusion du FPR aux décisions:

- 19.10.90 : Nwanza <sup>doivent avoir</sup> accord de cessez le feu en vue de négocier la paix
- 21.10.90 : Rencontre sommet C-EPGL à Goma.
- 26.10.90 : C-EPGL + RWSEVENI. Ntobutu est désigné comme médiateur. Le FPR l'accepte néanmoins malgré que ce Ntobutu avait participé à l'effort de guerre du C-EPGL de Habyarimana. Nominations du GOM. Tout se fait sans la participation du FPR.
- 28.11.90 : Ntobutu convoque une réunion à Goma le gouvernement rwandais refuse de négocier avec le FPR. Le gouvernement à gagné la guerre le 30.10.90, le FPR

(4)



### HOTEL DELTA

14-15/12/90

Mission secrète Shamuipa - Kachama  
et Katabarwa a Boule au faitant  
par Kipeli à qui Habayimana promet  
de l'argent s'il accepte d'arrêter  
la guerre. Kipeli répond qu'il n'a  
rien à voir avec la FPR.  
Message que Shamuipa est livrer  
au FPR: Arrêtez la guerre je vous  
libère les prisonniers. Musabe vient  
les rejoindre à Boule le 15/12/90

29/12/90

Mission Katabarwa: Habayimana  
accepte vos conditions mais ne peut  
vous voir, Habayimana ne peut voir Kampugye

15/2/90

à FPR pose son préalable: Reconnaissance  
du FPR pour entamer des négociations.

Fevrier 91

Mission Katabarwa, Baragwisira, Kabanda  
et Mjr Cyiza - Pas de nouvel message  
si ce n'est celui du 29/12/90.

Protocole de Mwanza - Baydohi au  
trois.

17/2/91

Sommet de Dar es Salaam: le FPR  
accepte un cesse le feu unilatéral.  
Il sera violé par le gouvernement  
alors que les deux armées commencent  
à fraterniser - ou à bombarder →  
beaucoup de victimes dans les deux  
armées.

(5)



## HOTEL DELTA

19.2.91 Sommet de Dar es Salaam : Habyarimana, Museveni et Ntwinyi - Habyarimana déclare aux forces Tauraniennes de faire la force et l'interposition - le FPR accepte bien que ne comprenant pas toujours le changement. Habyarimana propose un cesse-le-feu - Détente entre les deux armées au la front - les deux armées déposent les armes - Bombardements surpris par le FPR.

22.2.91 Sommet de Dar es Salaam : Ntwinyi - Museveni - Buyoya - Habyarimana - PTH Zairis - Salim Salim. Résolution sur le problème des réfugiés, mais le mouvement commence à se méfier de Robert et du G-17.

29.3.91 Cessez le feu de Muli  
4.4.91 : Habyarimana déclare qu'il l'a accepté sous pression.

juillet 91 Rencontre de Harare sous l'égide Ndinditiyimana et Banyaganza refusent de négocier.

Avant 91 Rencontre à Paris avec Paul Kagame

19/1/92 Rencontre à Paris sans résultat.  
De tout cela se dégage la marque de mieux de la part du Président Habyarimana.

6



# HOTEL DELTA

Samedi 30.05.92

Discussion sur les problèmes de fond:  
Pourquoi a-t-on eu peur de la guerre?  
Etait-ce la seule voie possible?

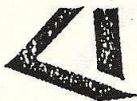
? Devant le refus obtenu de Habyarimana et de son régime, il n'y avait pas d'autre solution. La dictature de Habyarimana étant soutenue par un appareil militaire, il n'y avait qu'un espoir.

Q. Si l'on avait fait en de problème des réfugiés au lieu de vous faire les armes?

R. L'opposition interne n'a pas eu lieu pour les réfugiés non plus. Le problème n'est pas que des réfugiés. Le problème est la dictature et le problème des réfugiés n'est qu'un aspect de ses conséquences de la dictature. Rien de la problème des réfugiés n'est pas la réponse à la guerre. La réponse à la guerre c'est la démocratie.

Q. Les violations des droits de l'homme dans la zone des Combats, les Civils sont-ils fait par le FPR.

R. Les déclarations officielles disent: Inyabwari z'igihugu z'abatwaje z'abaturanyi kuri icyo muri umuhamwe. Les Civils sont donc utilisés par l'armée pour renforcer son combat. Donc les civils ont été atteints.



## HOTEL DELTA

Le gouvernement fait des personnes déplacées un bouchon humain. Il aurait fallu installer les déplacés de guerre bien des jours de combat.

Conclusion: pour finir la guerre il faut une démocratie - qui fait respecter les droits de l'homme - qui élimine définitivement les principes et méthodes de l'AKAZU, il ne s'agit pas de l'AKAZU. Shimi seulement, on a connu aussi l'AKAZU des Abahindiro aba.

- qui encourage le retour des réfugiés
- qui lutte pour l'unité nationale
- qui accepte les droits des émigrés

Le FPR invite les partis politiques à visiter le territoire occupé.

## 2 STRATEGIES CONCERTÉES POUR METTRE FIN A LA DICTATURE

- Démystification de Habyarimana et son régime
- Radicalisation de l'information, journaux, radio, films et meetings.
- Pression diplomatique et action sur le Lobby de Habyarimana
- Le FPR doit donner une conception de justice à savoir le Cessez-le-feu immédiat même de façon unilatérale.

8



## HOTEL DELTA

Montrer au peuple que le combat entre FPR  
et les Partis politiques de la Coopération a eu  
des résultats très VISIBLES

destruction de l'appareil dictatorial à partir  
de la base Commune - préfeture, administr.  
armée - sécurité -

Discussions continueront demain Lundi.

Voilà brièvement ce qui se dit ici  
l'atmosphère est très fraternel et cordial.

Amellu 24/5/92

Appelez moi pour continuer. reception

merci

Rapport préliminaire d'évaluation des performances du Cabinet MINITRAPE  
par RUGABA Silas pour le compte du Bureau Politique / PSD  
( à l'attention de Maître NGANGO Félicien Président de la commission).

---

1. Contexte du travail.

- La commission d'évaluation des départements gérés par le PSD a été demandée par le bureau politique et confiée à 4 membres du bureau politique qui en leur réunion du 11 Mai 1993 se sont répartis la tâche et confié le MINITRAPE à RUGABA Silas.
- J'ai faxé dès le lendemain 12 Mai 93 une demande d'audience à Monsieur le Ministre ou à son conseiller aux Affaires Administratives et Politiques qui n'a connu aucune suite.
- J'en ai fait rapport un mois plus tard, soit le 11 Juin au Président la commission en proposant des alternatives qui n'ont pas connu plus de succès.
- La question a été posée par certains membres du bureau politique en séance du Samedi 21 Août 1993 et il a été évident que le rapport d'évaluation était urgent pour permettre au bureau politique de prendre position sur les personnalités actuellement titulaires des départements ministériels y compris la Préfecture de KIBUNGO qui leur est actuellement assimilée.
- La séance du bureau politique du Lundi 06 Septembre a réitéré la demande de disponibilité du rapport car les appréhensions à l'égard de nos Ministres se multiplient. Le Jeudi 09 Sept. a été retenu pour une nouvelle séance de discussion de ces rapports et il a été demandé à chaque membre du bureau politique possédant des éléments utiles à la prise de décision de les disponibiliser ou aux membres de la commission ou directement à la séance du 09 Septembre 1993.

2. Éléments et sources.

La seule contribution des cadres du PSD au MINITRAPE vient du Directeur Général NTAKIRUTINKA Charles qui, approché après la séance du 21 Août a bien voulu me livrer quelques considérations rapides et incomplètes le Vendredi 03 Septembre 93. Il était le moins outillé à cause de son séjour prolongé à ARUSHA pour des intérêts supérieurs de la Nation et du PSD.

.../...

D'autres éléments ont été difficilement rassemblés auprès de cadres MINITRAPE mais le refus de collaboration du Ministre GATABAZI n'en aura pas permis la vérification. Je les livre comme recueillis dans l'espoir qu'on pourra poursuivre le travail après ces échéances pres de la mise en place des organes de transition élargie au FPR. Des pièces jugées utiles sont annexées au présent rapport préliminaire.

### 3. Evaluation.

#### 3.1 Mission assignée.

Telle que rappelée à la commission par son Rapporteur KAREMANO Char la mission assignée par le Parti à ses représentants dans les départements lui confiés se définit en 7 points :

- 1) protéger les membres par la force acquise grâce à la participation au pouvoir.
- 2) disposer des moyens pour consolider le Parti grâce aux moyens de l'Etat.
- 3) disposer de l'information de haut niveau en participant aux décisions prises et aux consultations organisées en haut lieu.
- 4) participer au partage du pouvoir du Président et de son parti.
- 5) sauvegarder la bonne image du Parti.
- 6) être combatif.
- 7) travailler dans la solidarité avec les autres partis de la concertation.

#### 3.2 Moyens disponibles et contraintes.

De par sa mission très étendue, le Ministère des Travaux Publics et l'Energie, qui s'occupe aussi de l'eau, est doté de moyens humains institutionnels, matériels et financiers très importants, et attire conséquemment beaucoup de convoitises.

D'où une des raisons de blocage des organigrammes par le Président République pour protéger ses adeptes et continuer à puiser dans la nourricière de son parti, le MRND. Cette situation dure toujours et absorbe la grande partie du temps et des énergies des cadres responsables du Ministère.

Ce climat malsain au niveau supérieur a démotivé les cadres moyens et a permis un désordre à la base, paralysant ainsi un Ministère aussi important et en faisant la cible privilégiée, à tort et à raison nos détracteurs.

### 3.3 Responsabilités du Bureau Politique.

Le Principal responsable du Département, Monsieur GATABAZI, a été pré-senti par le bureau politique à cause de son passé politique glorieux mais surtout à cause d'innombrables persécutions du régime régionaliste de HABYARIMANA.

Son rôle important et ses nombreux sacrifices à la fondation du PSD ont fait aussi une figure de proue de première heure, mais avec un peu de recul, on se rend compte que ces critères ne suffisaient pas et qu'en même temps, certains allaient desservir le parti.

Dans le même ordre d'idées, le cabinet fut constitué à la discrétion quasi complète du Ministre, plaçant ses gens sans l'aval du bureau politique qui a failli à une importante responsabilité.

Quand des problèmes étaient posés par la rue, le bureau politique était toujours prêt à crier à la jalousie, et même les rares fois où la question était posée, des subterfuges étaient trouvés pour divertir le bureau politique de ses obligations envers le parti ( cas de la GTME encore non éclairci).

### 3.4 Responsabilités du Ministre.

#### 3.3.1. Techniques et administratives.

Comme dit ci-avant, le Ministre GATABAZI a abusé de la confiance du bureau politique et s'est entouré d'un cabinet politique peu adapté aux circonstances politiques de l'époque et à la jeunesse relative de son parti:

- a) NSENGIYUMVA Rafiki Hyacinthe, Directeur de Cabinet, a été choisi plus sur des bases d'alliances sociales que sur base de sa popularité de son militantisme ou de sa représentativité régionale. Déjà à l'époque certains le décriaient. La suite n'a pas démenti.
- b) NYUNGURA Emile, Conseiller aux Affaires Politiques et Administratives, ami personnel et compagnon de route, avait déjà devant le bureau politique exposé ses premières déceptions dans ses combines avec le Ministre, qui du poste promis de Directeur de Cabinet ne l'a relevé qu'au rang de conseiller.
- c) NDAGIJINANA Cyprien, Conseiller aux Affaires Techniques, ancien Chef de Poste Général et Militant du MRND. Le Ministre GATABAZI a rattaché au bureau politique un ancien cadre de neutralité de ce cadre qui ne s'est jamais démontré.

L'indisponibilité fréquente du Ministre à son Cabinet a donné lieu à beaucoup d'abus de la part de certains de ses proches collaborateurs même des cadres moyens et subalternes. Quelques cas suspects sont repris ci-dessous et certaines pièces disjointes sont reprises en annexe :

- a) La lettre du 20.10.1992 émanant de 22 cadres du MINITRAPE, relatif contrat GTM a été soumise au bureau politique et jusqu'à ce jour accusés n'ont fourni aucune explication à cet organe.
- b) Les explications sur la présumée escroquerie dans l'avenant numéro 1/1992 au contrat de surveillance et de contrôle des travaux de la route GITARAMA - MUKAMIRA avec la R.R.I. n'ont pas été évaluées par validation.
- c) Les nominations et mouvements internes du personnel ne sont pas bien suivis et certains nuisent à la bonne image du P. C. A.
- d) Irrégularités administratives et financières dans l'avenant numéro 2 au contrat d'électrification de la Sous-Préfecture de BUSENGO et financement Japonais avec l'entreprise THIRO - BEROCAN INTERNATIONALE Inc à éclaircir.
- e) Financement de bourses de stages en informatique en France pour des femmes dont les niveaux de formation ne le justifient pas et dont programmes se trouvent dans le pays, sur un prêt remboursable de Banque Mondiale (Crédit IDA 2136 RW).
- f) Le problème particulier de la spéculation foncière:

- \* La parcelle numéro 4536 récemment attribuée à MUSOLINI Etienne fit objet de demande d'un groupement de tailleurs, la bonne mise depuis 1987, et apparemment toutes les formalités exigées auprès des ministères de la Jeunesse et du Mouvement Associatif et de l'Industrie et de l'Artisanat avaient été accomplies.
- \* La parcelle numéro 4829 attribuée au commerçant HAKIZIMANA Marcel appartient à un terrain de 2ha 54 exproprié pour intérêt public, fonds publics et réclamés actuellement par ELECTROGAZ et MIJETA.
- \* La parcelle numéro 4904 attribuée à Messieurs GUSENGA Innocent KIMONYO Gérard est réclamée par le MINITRANSCO parce que antérieurement destinée à être une gare routière.

-5-

\* Un lot de plus de 20 parcelles attribuées dans des conditions mal éclaircies par Messieurs le Directeur de Cabinet, le Chef de division Domaine et le Chef de division Cartographie.

Certaines appartenaient à d'autres, ou à l'intérêt public, d'autres sont attribuées à une personne pour revente spéculative car on ne comprend pas par exemple comment un chef de division peut bâtir simultanément plus de 6 parcelles et en supporter l'entièreté des charges fiscales.

\* Un lot d'environ 8 parcelles dont les titres de propriété auraient été attribués par le Directeur de Cabinet agissant abusivement en qualité de conservateur des titres fonciers.

### 3.3.2 Politiques.

Comme dit plus haut, le Ministre GATABAZI a joué un rôle important dans le démarrage et la consolidation du parti sur le plan intérieur, sur le plan à l'époque de la clandestinité.

Ce qui lui a valu d'être élu comme Secrétaire Exécutif National au congrès constitutif, et sa capacité de travail lui a valu la confiance du bureau politique pour cumuler ce poste avec le département des travaux publics. C'était dans le souci de consolider la personne sur le plan populaire et lui procurer les moyens requis pour la propagande

(moyens matériels, accès à l'information et participation aux décisions). On s'est rendu compte avec le temps que ce cumul débouchait sur un surmenage et une dispersion dont les conséquences sont des délégations de responsabilité permanentes, au cabinet à son Directeur de Cabinet et au Secrétariat Exécutif National au Secrétaire National chargé de l'Organisation et de l'Administration du Parti.

Certaines déclarations n'ont pas toujours épousé la ligne du parti self control d'un cadre politique de son niveau.

.../...

- La déclaration de clôture du premier Conseil National extraor de février 1992 classifiait les Rwandais en 3 catégories (acc 1<sup>er</sup> "ennemi").
- Sa position du Parti vis-à-vis de l'"ennemi" sur Radio Rwanda a choqué plus d'un.
- Sa déclaration à l'inauguration de la ligne électrique KABARON KIZIGIRO sur les auteurs et les circonstances de destruction d Centrale de NTARUKA pendant la guerre de février 1993 était tr alignée ailleurs.
- Son discours enflammé du Deuxième anniversaire du PSD au stade NYAMIRAMBO et la faveq use expression "bafunge kimya" dénotait perte de contrôle.

4. Conclusion recommandations. ( )

Le Ministre GATABAZI est très dynamique et se dépense réellement pour parti mais il semble actuellement l'otage d'un groupuscule de profite qui discréditent et sa personne et le parti qu'il représente. Comme i fermé au dialogue en dehors de son cercle restreint et fermé. Il est devenu difficile de lui faire la moindre observation et il est te de prendre en chasse quicôque diverge de la pensée de sa cour.

Le cumul de fonctions au Parti et au Ministère est nuisible pour les et les échéances prochaines sont déterminants pour qu'on n'y fasse pa attention.

Aussi pour son intérêt politique et pour l'intérêt supérieur du Parti dispositions suivantes sont recommandées au bureau politique :

- a) maintien de Monsieur GATABAZI au poste de Secrétaire Exécuti National effectif pour réorganiser la permanence, refaire ( ) confiance des membres, élaborer les textes fondamentaux et préparer le Parti aux élections d'après transition où GATABA refait surface avec une nouvelle peau.
- b) choisir un autre cadre au département des Travaux Publics en privilégiant les critères d'intégrité et d'ouverture.
- c) permettre une analyse plus profonde, plus documentée et plus équitable de la situation actuelle du MINITRAPE qui n'est pa du tout en l'honneur du PSD (AKABOKO KAREKARE).

Fait à Kigali, le 1<sup>er</sup> Septembre 1993

RUGABA :



b. ...